

Le trafic d'armes légères à partir de l'Europe centrale et orientale et des Balkans

Jean-Charles Antoine *

*** Jean-Charles Antoine**

est officier de gendarmerie. Titulaire de masters en géopolitique et maîtrise des armements et en stratégie de la sécurité, il est doctorant en géopolitique à l'Institut français de géopolitique.

Les armes légères et de petit calibre peuvent être désormais considérées comme de véritables armes de destruction massive tant le nombre de décès dû à leur circulation permanente à travers le monde est important. Les filières d'approvisionnement qui se sont multipliées depuis la chute de l'URSS s'appuient sur les failles des dispositifs judiciaires et policiers étatiques. Les trafiquants utilisent depuis une vingtaine d'années les nouvelles technologies pour gagner en rapidité et multiplier les montages financiers par le biais de comptes bancaires offshore. Un trafiquant et un acheteur ne voient donc que très rarement les armes, et leurs responsabilités respectives sont souvent difficilement engageables.

La disparition du monde bipolaire, il y a vingt ans, n'a pas eu pour seule conséquence de briser une muraille entre deux blocs sur un sol européen divisé depuis quatre décennies. Ce bouleversement historique a également constitué une vraie révolution sans violence dans l'esprit des habitants de l'Europe centrale et orientale et des Balkans. Bien avant la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, les populations des États satellites de l'Union soviétique voyaient en l'Occident une sorte d'eldorado impossible à atteindre légalement. De nombreux comportements de substitution se développaient, mettant en avant les apparatchiks des régimes, pour obtenir des biens de consommation en provenance de l'Europe de l'Ouest. Des économies parallèles, faisant en partie appel à des pratiques criminelles, ont peu à peu dévoré les économies réelles devenues totalement irrationnelles au point d'imploser durant les années 1980. Au moment de la chute du monde soviétique, les économies des pays de l'Est n'étaient donc plus que les ombres d'un système voué à l'échec.

Dans le domaine de la production industrielle en général et de l'industrie de l'armement en particulier, il existait de l'autre côté du rideau de fer une division des tâches selon les États. La Bulgarie, pays dont la population ne jouissait que d'une estime relative à Moscou, et la Tchécoslovaquie étaient chargées de produire de grandes quantités d'armes légères et de petit calibre. Cet armement facile à construire et ne demandant aucune qualification technique de haut niveau inondait les autres pays du Comecon (Council for Mutual Economic Assistance ou Conseil d'assistance économique mutuelle, CAEM) tout en servant à exporter l'Internationale socialiste dans le monde. Dès l'époque soviétique, la Bulgarie était la porte de sortie de quantités importantes d'armes légères à destination des cinq continents.

En 1989, tout un système en déliquescence était donc prêt à évoluer vers un grand marché que des transitions politiques, tantôt conflictuelles, tantôt faussement démocratiques, ont favorisé sur fond de capitalisme et de libéralisme exacerbés. L'effondrement du monde soviétique a en outre eu des répercussions sur de nombreuses zones de conflits dans lesquelles les mouvements rebelles ont été politiquement et financièrement abandonnés par leurs anciens protecteurs. D'anciennes crises ont alors souvent fait place à de

nouveaux mouvements de revendication territoriale ou politique en quête d'armement léger.

1. Des transitions politiques à l'origine de conflits et de besoins en armes

Les pays de l'Europe centrale et orientale ainsi que les éléments constitutifs de la Fédération yougoslave n'ont pas tous réagi de la même manière lors de leur retour ou de leur accession à l'indépendance. De façon globale, l'arc balkanique (Yougoslavie, Roumanie, Moldavie, Bulgarie) a vécu des périodes de tensions et conflits armés, tandis que la Tchécoslovaquie, la Pologne, la République démocratique allemande – réunifiée à la République fédérale d'Allemagne –, la Hongrie et les États baltes ont connu des transitions plus sereines. L'Ukraine et la Biélorussie sont, de leur côté, rapidement rentrées dans la sphère d'influence russe.

L'arc balkanique a vu, dès 1991, émerger des frustrations territoriales, ethniques et religieuses séculaires qui se sont notamment violemment cristallisées lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie entre 1991 et 2001. Après une indépendance slovène rapidement acquise, la Croatie est entrée en conflit avec la capitale yougoslave. Grâce aux filières de dissémination utilisées par les Serbes, s'appuyant sur leurs services de sécurité, le grand banditisme et le trafic de cigarettes, de grandes quantités d'armes issues des arsenaux et des usines serbes ont été distribuées au sein des enclaves serbes. Les caisses d'armement étaient livrées en camion par des mercenaires et des membres de milices paramilitaires serbes en utilisant les corridors sécurisés. Les militaires ou milices paramilitaires croates ont, de leur côté, rapidement pu compter sur une aide occidentale officieuse. Ces armes provenaient par bateau pour partie de l'Amérique latine – on se rappelle du « scandale Carlos Menem », du nom du président argentin accusé de couvrir depuis Buenos Aires des exportations d'armement à destination de Zagreb.

Par la suite, le conflit s'est déplacé en Bosnie où trois communautés se sont opposées sur fond de querelles religieuses – Croates catholiques contre Bosniaques musulmans et Serbes orthodoxes – ou de souvenirs de la Seconde

Guerre mondiale – Oustachis croates ayant soutenu Hitler contre Serbes ayant combattu le nazisme.

La dynamique lancée n'a pu être arrêtée dans ce pays qui comptait pléthore de caches d'armes. Dans chaque village ou dans chaque quartier, chaque camp s'armait illégalement et des familles aux origines souvent mélangées après plusieurs décennies de titisme se sont déchirées. La circulation des armes légères a alors pris une dimension générale, n'épargnant aucune localité, les nouveaux milieux mafieux revendant désormais sans distinction ethnique au plus offrant.

Une seconde étape est apparue au moment des événements d'Albanie en 1997 durant lesquels les arsenaux nationaux ont été littéralement pillés. Les armes et munitions ont été récupérées par les groupes criminels albanais, et une partie a servi à armer la rébellion albanophone au Kosovo. Ces centaines de milliers d'armes ont aussi contribué à renforcer l'assise territoriale d'une nouvelle économie parallèle fondée sur le trafic de drogue en provenance de l'Asie centrale à destination de l'Europe occidentale après avoir transité par la Turquie – selon un même schéma que les filières d'immigration clandestine.

L'arc balkanique, où règne depuis longtemps la gun culture (culture de l'homme en arme) et où les hommes conservaient à leur domicile leur arme de dotation après leur service militaire, a donc connu une forte multiplication des filières d'approvisionnement dans les années 1990. Ces filières se sont internationalisées et certaines de ces armes ont été retrouvées dans les milieux criminels de France, d'Allemagne ou des Pays-Bas. Dès le début des années 1990, les trafiquants ont utilisé les autoroutes Zagreb-Belgrade, le train Zagreb-Paris et, plus tard, les ports de Vlora et Durrës en Albanie, ou celui de Bar au Monténégro, pour acheminer les armes par bateau rapide vers les côtes italiennes. Les groupes criminels de la Sacra Corona dans les Pouilles ou de la 'Ndrangheta en Calabre les récupéraient ensuite pour les revendre aux organisations du grand banditisme européen ou pour mener leurs propres activités criminelles.

Parallèlement à la crise yougoslave, un autre conflit a pris place dès 1991 à l'Est de cet arc balkanique : la Moldavie a politiquement perdu une partie de son territoire, la république autoproclamée de Transnistrie, restée fidèle à Moscou dans une volonté de refus d'une annexion moldave au sein

d'une éventuelle « Grande Roumanie » renaissante. Ce territoire, véritable concentration d'économies parallèles, sans légitimité internationale, est demeuré un avant-poste russophone et russophile en Europe. Toléré et vraisemblablement instrumentalisé par le Kremlin, le conflit de la Transnistrie a servi à mettre en place une zone-tampon entre les mondes roumanophone et russophone grâce à l'implantation permanente de troupes russes dans la zone.

Les arsenaux militaires de Ribnita et de Tiraspol en Moldavie comptaient environ 56 millions de tonnes d'armes légères et de petit calibre, laissées sur place par les troupes de la 14^e armée russe du général Lebed lors de son départ. Ces armes sont alors devenues une source d'approvisionnement pour tous les trafiquants du monde alors que la corruption était déjà la base de la vie économique moldave.

Quant à la Bulgarie, qui n'a pas connu de transition violente, la mission première de son économie nationale d'armement durant la guerre froide était de soutenir les rébellions communistes sur tous les continents en raison de son positionnement privilégié face à la Turquie et de sa proximité avec le détroit du Bosphore. Ses usines d'armement avaient donc lancé des programmes ambitieux de fabrication d'armes légères. Après une transition considérée comme une « révolution de palais », les élites en place avant 1989 ont réussi à conserver le pouvoir dans les années qui suivirent et ont effectué une captation complète des biens nationaux au moment de leur privatisation – création de 5 200 entreprises privées en un trimestre –, tout en récupérant les filières existantes d'approvisionnement et en pérennisant les méthodes de corruption. Le trafic d'armes, au lieu de se réduire, s'est donc accéléré profitant des opportunités offertes par le capitalisme naissant.

Dans la continuité de cet arc balkanique, en pleine sphère d'influence russe, l'Ukraine et la Biélorussie ont vu quant à elles leurs économies s'effondrer. L'Ukraine, qui possédait aussi de nombreuses usines de fabrication d'armement léger, a servi de plaque tournante pour l'approvisionnement des filières. Des dizaines de tonnes d'AK-47 (les fusils d'assaut kalachnikov) ou d'armes à poing ont été sorties des usines nationales ou des arsenaux militaires délaissés. Peu regardants et nettement moins onéreux que leurs concurrents, de nombreux pilotes d'avions ukrainiens et biélorusses au chômage ont offert leurs services sur le marché informel du trafic d'armement.

Soutenus par les États-Unis, de nombreux pays de l'Europe centrale et orientale, déterminés à entrer dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et/ou dans l'Union européenne ont adopté le libéralisme économique. Les élites arrivées au pouvoir après 1989 – souvent d'anciens opposants – ont réagi sans aucune expérience face au nouveau modèle économique se mettant en place, peu compatible avec les anciens modes de régulation économiques et sociaux.

En matière d'armement, les gouvernements ont décidé de changer les normes militaires existantes pour adopter celles de l'OTAN. Les armes légères sont alors devenues obsolètes en termes de calibres et de munitions, et de nouveaux marchés se sont ouverts. Les anciennes armes ont été récupérées par les mafias locales, aidées en cela par une forte corruption administrative.

Le sort réservé à ces importantes quantités d'armes n'a dans un premier temps pas inquiété les États européens pour lesquels seule l'adaptation des pays candidats aux critères du marché et au respect du pluralisme politique comptait. Les Nations Unies ont pour leur part attendu l'été 2001 pour organiser une conférence internationale sur le sujet. Profitant de cette absence de contrôle, de nombreuses entreprises d'armement léger en ont profité pour exporter leur production à l'étranger, notamment sur des théâtres d'opérations en pleine émergence ou renaissants.

2. Un capitalisme non régulé à l'origine d'une croissance des flux illégaux

La dernière décennie du XX^e siècle a été marquée par la diffusion quasi généralisée du capitalisme et du libre-échange à travers le monde. Les populations des pays de l'ancien bloc soviétique se sont rapidement trouvées confrontées à de nouvelles règles fondées sur l'adéquation entre l'offre et la demande. Alors que les soldats vendaient leurs uniformes et leurs médailles sur les places de Varsovie ou de Moscou, des marchés clandestins de vente d'armes de tout type s'improvisèrent en Europe centrale et orientale, notamment la nuit derrière la porte de Brandebourg à Berlin. À cette époque, certains membres du milieu turc venaient sur ces marchés clandestins, un papier et un crayon à la main, pour commander des chars T-55 russes, des

centaines d'AK-47 à faire transiter par Istanbul, ou même des avions de type MIG ¹.

Depuis une vingtaine d'années, les réseaux criminels et les organisations mafieuses européennes se sont organisés pour profiter du fait que les États entendaient bâtir une Europe économique et politique sans frontières. Au fil de l'adhésion à l'Union européenne des pays de l'ex-pacte de Varsovie, les filières d'approvisionnement en armement léger ont été directement étendues à l'ensemble de la sphère européenne. Pour les trafiquants, la traversée du territoire européen est devenue aisée en voiture ou en bus. Les filières de l'immigration clandestine ou de la drogue se sont développées dans un ensemble territorial au sein duquel les dispositifs douaniers étaient relâchés. La principale difficulté est désormais de pénétrer sur le territoire européen et non de traverser les frontières intra-européennes. Les ports – Vlora et Durrës en Albanie, Bar au Monténégro, Constantza en Roumanie, Varna et Burgas en Bulgarie, Thessalonique en Grèce, Odessa en Ukraine – tout comme les détroits – le Bosphore et Gibraltar – sont devenus des points stratégiques de haute importance. Les organisations criminelles transnationales ont pris un temps d'avance et les armes récupérées leur permettent désormais de protéger leurs filières illégales.

En effet, au fil des années, les convois de drogue et la contrebande ont utilisé de plus en plus d'armes légères pour dissuader les forces de l'ordre d'intervenir. On assiste à la multiplication de zones de non-droit, ou zones grises dans certaines villes européennes, au sein desquelles les criminels sont de plus en plus lourdement armés. De véritables économies parallèles sont désormais juxtaposées aux économies légales, régies par des codes proches de « la loi de la jungle » où l'homme armé est le plus fort, car dissuasif, et où les États ne disposent pas de moyens suffisants pour mettre fin à ce type d'agissements. De surcroît, les groupes criminels ont su rapidement profiter des nouvelles technologies de communication – la téléphonie mobile et l'internet – qui contribuent à accélérer la vitesse des transactions et renforcent l'opacité des filières.

¹ L'auteur de ces lignes a assisté à de telles scènes.

3. Une forte demande mondiale

Au début des années 1990, en quelques semaines, un grand nombre de mouvements armés, rébellions, organisations patriotiques ou de résistance, ont perdu le soutien extérieur dont il disposait de la part de l'URSS. Avec l'avènement du libéralisme économique, ces mouvements ont souvent délaissé la libération nationale pour se livrer à des activités criminelles plus lucratives. Les arsenaux des pays de l'Europe de l'Est ont alors servi à leur fournir des armes. Pour assurer les livraisons, des trafiquants sont allés jusqu'à créer leurs propres compagnies aériennes (Air Cess de Viktor Bout) ou à acquérir des parts dans des compagnies maritimes transnationales.

Sur chaque continent, des mouvements se sont criminalisés sur fond d'idéologie politique, les armes servant à assurer la puissance et le contrôle sur les territoires : Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), Front révolutionnaire uni (RUF) en Sierra Leone, talibans en Afghanistan. Une cinquantaine de conflits ont vu le jour ou ont été réactivés en quelques années dans des pays anciennement aux mains de dictateurs ou de régimes autoritaires que les deux blocs soutenaient auparavant – la plupart situés sur le continent africain.

Dans ces conflits, l'arrivée massive d'armes légères et de petits calibres a permis la continuité ou la reprise des combats pour des raisons politiques ou territoriales, ou pour s'assurer le contrôle des matières premières et des richesses naturelles (Congo) ou le transit des produits stupéfiants (Colombie).

Avec un temps d'avance sur les États et les organisations internationales chargées de la répression (Interpol), des anciens agents des services spéciaux (russophones en particulier) se sont transformés en trafiquants d'armes ou en dirigeants de compagnies aériennes à durée de vie limitée. Certains officiers des armées de l'air russe, ukrainienne ou biélorusse ont définitivement quitté leur pays au lendemain de la chute de l'URSS. En possession d'Antonov 12 ou 24, ils ont accepté des contrats d'approvisionnement légaux et illégaux – armes pour des groupes rebelles, médicaments pour le compte d'ONG, troupes de l'ONU –, parfois même simultanément.

Des trafiquants ont été contactés par des chefs d'État, des chefs rebelles ou des seigneurs de guerre locaux pour mettre en place un trafic en recrutant

tous les intermédiaires et en bâtissant le montage financier via des paradis fiscaux. L'opération passe par la corruption d'un responsable sous-payé d'un arsenal national dans un pays de l'Europe centrale et orientale ou des Balkans, puis par le recrutement de trafiquants appartenant à la mafia turque ou italienne ou à des groupes bulgares officiant sur les marges de l'Union européenne. Les armes légères ou de petit calibre et les munitions sont mises en caisses et conduites vers des ports ou des aéroports où des douaniers sont achetés pour ne procéder à aucun contrôle. Grâce à l'utilisation illégale de tampons officiels, les armes arrivent ensuite dans des zones de transit où elles sont récupérées et acheminées à destination des zones réelles d'utilisation, par avion ou par camion.

Au-delà des besoins en armes croissants de la part de criminels, la dissémination des armes répond aussi à des besoins de sécurité. Ainsi, dans certaines contrées isolées où des groupes criminels ou des milices paramilitaires vivent de la prédation, les propriétaires terriens, les éleveurs ou les familles des victimes cherchent à se protéger ou à se venger. Ils profitent donc des mêmes filières d'approvisionnement pour acquérir des armes. C'est le cas notamment sur la frontière entre le Tchad et le Darfour soudanais, où les Janjawids venus de l'Est pillent les biens et volent les animaux. Cette frontière est devenue, au fil des rébellions et des affrontements, une zone regorgeant d'armes légères. Cette tendance à l'autodéfense armée se retrouve tout autant chez les agriculteurs kenyans aux prises avec le pouvoir central, qu'au sein des familles bosniaques sujettes à l'épuration ethnique serbe.

Le trafic mondial d'armes légères et de petit calibre en provenance des zones de conflits ou de l'Europe centrale, orientale et balkanique s'est développé grâce à la libéralisation des moyens de transport internationaux. La multiplication des compagnies aériennes a permis de faciliter l'existence de « refuges protecteurs » dans des hubs aéroportuaires peu regardants sur les règles du droit international. Ainsi, le hub de Sharjah aux Émirats arabes unis a longtemps servi à Viktor Bout pour abriter ses trafics sous plusieurs noms d'emprunt et plusieurs passeports de différentes nationalités. Louant et sous-louant des aéronefs, il créait des compagnies aériennes pour des durées limitées, ce qui lui permettait de conserver en permanence un temps d'avance sur les autorités policières et les services de sécurité. C'est un dispositif

concerté de surveillance et de renseignement qui a permis d'interpeller Viktor Bout en Thaïlande en 2006 alors qu'il préparait une transaction au profit des FARC. Néanmoins, lorsqu'un trafiquant d'armes est interpellé, le marché est immédiatement récupéré par un remplaçant, tant la demande est importante et l'offre abondante.



Le trafic d'armes légères et de petit calibre diverge des autres activités illégales par la durée de vie des produits, la solidité et la simplicité d'emploi des armes mais également par les peines judiciaires encourues. En effet, la possession d'une arme à feu est systématiquement considérée comme une circonstance aggravante lors d'un procès.

Pour un homme, la possession d'une arme à feu a tendance à lui donner un sentiment de puissance et d'invulnérabilité et s'accompagne aussi d'un sentiment d'impunité, notamment face à un groupe plus important ou face à l'État. Pour les criminels, les armes sont donc considérées comme une sorte d'assurance-vie, la meilleure protection qui soit dans un monde sans repères apparents. Face à la demande croissante en armes légères et de petit calibre, le désarmement apparaît désormais comme une mission de très longue haleine.

Pour en savoir plus

- **Amnesty International**, *Dead on Time-arms Transportation, Brokering and the Threat to Human Rights*, United Kingdom, mai 2006
- **Human Rights Watch Arms Project**, *Burundi, trafics d'armes et aide militaire*, Les rapports du GRIP, Bruxelles, 1997
- **Jacques Ntibarikure**, *Trafics d'armes, enquête dans la plaine de la Ruzizi (RDC-Burundi)*, Les rapports du GRIP, Bruxelles, 2006
- **SEESAC**, *Cross Border Trafficking in South Eastern Europe*, Belgrade, 2003

● **Jacqueline Macalesher et Robert Parker**, *Bulgaria's Arms Transfer Control System at EU Accession: An Analysis*, documentation Saferworld, Londres, février 2007

● **Damien Fruchart, Paul Holtom et Simeon T. Wezeman**, *United Nations Arms Embargoes, their Impact on Arms Flows and Target Behaviour*, SIPRI et université d'Uppsala, Solna, 2007

● **Dr Domitilla Sagramoso**, *The Proliferation of Illegal SALW in and around the European Union: Instability, Organized Crime and Terrorist Groups*, Center for Defence Studies, Kings College, University of London, juillet 2001

● **Suzette R. Grillot**, *Small Arms Control in the Black Sea Region*, Monitoring the Implementation of Small Arms Control Project (MISAC), International Alert's Security and Peacebuilding Programme, université d'Oklahoma, décembre 2003

● **Center for the Study of Democracy**, *Organized crime in Bulgaria, Markets and Trends*, Sofia, 2007

Sites internet

● **SEESAC (South Eastern and Eastern Europe Clearinghouse for the Control of Small Arms and Light Weapons)**
www.seesac.org

● **International Action Network on Small Arms**
www.iansa.org

● **United Nations Development Programme**
www.undp.org

● **Small Arms Survey**
www.smallarmssurvey.org

● **GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité)**
www.grip.org

● **SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute)**
www.sipri.org